



Déclaration de l'UNSA-Éducation

CDEN du 26 juin 2018

Monsieur le Préfet, Madame la Vice-président du
Conseil Général, Monsieur le Directeur
Académique,
Mesdames, Messieurs

L'an dernier, lors du CDEN qui avait eu lieu début juillet, nous évoquions les paroles du Président Macron , « Il n'y aura plus de fermetures de classes dans les écoles primaires », et la réalité qui avait été tout autre. Cette année encore, la Corrèze a perdu des postes et fermé des classes. Force est de constater qu'il y a effectivement loin des paroles aux actes.

D'où, sans doute, cette méfiance, sinon cette défiance, qui perdure chez les personnels de l'Éducation nationale.

Il y a quelque temps, le syndicat des enseignants de l'*UNSA* a confié à un institut de sondage le soin d'étudier l'état d'esprit des enseignants à l'issue de la première année scolaire de la nouvelle majorité gouvernementale.

Cette enquête révèle que, loin des propos du ministre sur des critiques n'émanant selon lui que d'« une minorité de professionnels de la défiance », ce sont 63% des enseignants qui jugent que sa politique ne va pas dans le bon sens. Des enseignants se disant par ailleurs très majoritairement, 82%, « heureux d'exercer leur métier ».

Pour l'*UNSA Education*, les résultats de cette enquête devraient être observés de près par le gouvernement, alors qu'il multiplie les remises en cause de ce qui constitue la Fonction publique. Les enseignants, comme les autres fonctionnaires, ont à cœur de bien faire leur métier et attendent soutien et reconnaissance de leur employeur.

Depuis un an, aucune de ses décisions n'aura été positive pour les agents qui, pourtant, s'investissent au service de notre pays. L'*UNSA Education* regrette cette obstination qui paraît aujourd'hui de plus en plus idéologique.

Et pour l'*UNSA Education*, le rendez-vous salarial a été, à l'image du dialogue social actuel, un rendez-vous manqué.



Déclaration de l'UNSA-Éducation

CDEN du 26 juin 2018

C'est dans ce contexte et suite à la présentation du rapport Veil sur l'*organisation territoriale de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur : 13 académies pour 13 régions*, que le Ministre en visite en Creuse a déclaré aux médias, puisqu'en matière de dialogue social il considère souvent les médias comme ses premiers interlocuteurs, que l'académie de Limoges allait disparaître conformément aux indications du rapport.

Des déclarations qui ont légitimé de fortes inquiétudes déjà présentes suite à la parution dudit rapport.

Le Recteur de Bordeaux a beau expliquer qu'il allait rechercher la mise en place d'une gestion de proximité et à ce titre, confirmer à nos collègues qui l'ont rencontré que les rectorats de Poitiers et Limoges ne seraient pas fermés, il ne fait pas disparaître les inquiétudes.

Si l'**UNSA Éducation**, fédération de tous les métiers de l'éducation, peut partager quelques constats sur les difficultés de fonctionnement autour de l'articulation entre les recteurs académiques et le recteur de région académique, notre fédération exige que les transformations se construisent localement avec tous les personnels, au travers notamment d'un dialogue social de qualité. Ces évolutions ne sont pas une fin en soi et ne doivent pas être menées au pas de charge.

L'approche de l'**UNSA Éducation** reste celle de l'amélioration du service public, de l'amélioration de la gestion des ressources humaines dans la proximité et de l'accompagnement des personnels en cas d'évolutions.

Suite à la volonté du Président de la République Emmanuel Macron de placer la Creuse en laboratoire des politiques rurales, l'**Unsa Education** et le Se-Unsa présentent leurs 40 propositions pour améliorer l'offre éducative en Creuse. Ce document propose des mesures à mettre en place immédiatement, ainsi qu'une série d'expérimentations concrètes. Le Se-Unsa est persuadé qu'aucun territoire ne doit être délaissé par la République, car les parents et les enfants qui bénéficieront de cette présence républicaine portée par l'École publique partageront, à leur tour, les valeurs indispensables au vivre ensemble et à la réussite du pacte républicain.

Les propositions que nous portons visent à rompre l'isolement, à apporter un renfort pédagogique aux collègues les plus isolés, à faciliter le travail entre les acteurs de l'école, du péri-éducatif et de l'enfance, à développer les atouts du numérique, à créer des moyens spécifiques pour les zones rurales et à mettre en place un dispositif d'évaluation des expérimentations. Ce document aura été remis au Préfet de la Creuse, au Recteur de l'Académie de Limoges, au DASEN de la Creuse, au Ministre de l'Éducation nationale et au Président de la République.



Déclaration de l'UNSA-Éducation

CDEN du 26 juin 2018

Ces travaux, engagés par les responsables syndicaux de l'*UNSA Education* de la Creuse doivent, pour la Corrèze, être une source d'inspiration, non pas pour, comme on a trop souvent l'habitude de le faire, tout réinventer, mais adhérer et collaborer au projet de nos voisins qui rencontrent les mêmes problématiques en terme de service public en milieu rural.

Pourquoi cette réflexion ne pourrait-elle pas être partagée collectivement et faire de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute Vienne une académie pilote pour une offre éducative de qualité et pérenne en Limousin ? Je lance cet appel qui doit dépasser nos frontières et le repli sur soi préjudiciable à tout progrès.

Nous souhaitons aussi attirer votre attention, Monsieur le Préfet, sur la situation de l'aide administrative à la direction d'école et vous demander de flécher des contrats « parcours emploi compétence » sur cette mission.

L'aide administrative a quasiment disparu depuis la rentrée 2017, du fait de la diminution importante et de la réorientation des contrats aidés. En attendant une réflexion pour une évolution plus large de la direction et du fonctionnement de l'École prévue en 2019 au ministère de l'Éducation nationale, les écoles sont placées en grande difficulté.

Le secrétariat, l'accueil et le soutien au fonctionnement de l'école reposent désormais sur les seuls directeurs qui ont les plus grandes difficultés à tout assumer, alors que leurs missions spécifiques de directeur sont déjà très importantes et qu'ils ont, très majoritairement aussi, la charge d'une classe. Quand ce n'est pas le cas, c'est que leur école a largement la taille d'un collège, ce qui ne déclenche pas davantage d'aide administrative. Pour les personnels comme pour le bon fonctionnement des écoles, je vous remercie par avance de toute l'attention que vous voudrez bien porter à cette demande en faveur du soutien au service public.

Pour conclure, nous souhaitons réaffirmer notre soutien aux cheminots. A l'*UNSA Education*, nous estimons que le service public ferroviaire doit être maintenu pour l'intérêt commun de tous les usagers et du pays et voulons rappeler que le statut particulier des cheminots, pas plus par ailleurs que celui de la Fonction publique, n'est en rien un obstacle à un service public moderne et de qualité.